

Dossier spécial

Le transfrontalier dans la perspective des élections européennes

« Placer la coopération transfrontalière au cœur des débats ! »



Michel Delebarre, président de la MOT, ancien ministre d'État, sénateur, maire de Dunkerque, président de la Plateforme de suivi Europe 2020 du Comité des Régions

« La France compte près de 3000 km de frontières. 10 millions de français résident à proximité d'un pays voisin et 360 000 personnes traversent chaque jour la frontière pour travailler de l'autre côté.

L'ouverture croissante des frontières est une opportunité. Elle fait émerger au sein des territoires transfrontaliers des économies d'agglomérations ; elle encourage la diversité linguistique et culturelle. Mais en même temps des déséquilibres se créent puisque les cadres politiques, administratifs et juridiques ne correspondent pas à la réalité transfrontalière. Les territoires transfrontaliers ont besoin d'être soutenus par une forte volonté politique.

Si tous les territoires européens sont appelés à prendre part à la Stratégie Europe 2020, les territoires transfrontaliers le sont d'autant plus. Economiquement, ils créent de la richesse à travers le développement de PME transfrontalières, de clusters, de réseaux de recherche et d'innovation ; socialement, ils sont des territoires où de nouveaux marchés du travail transfrontaliers émergent ; et d'un point de vue environnemental, ce sont des espaces de responsabilité conjointe.

La coopération nécessite l'implication de tous les niveaux : un rôle plus important des autorités locales et

régionales, qui représentent le niveau de proximité de la vie quotidienne ; un soutien des États, qui doivent coordonner leurs stratégies, leurs législations et leurs outils de financement par delà les frontières ; enfin, toutes les politiques européennes doivent accroître leur prise de conscience des défis et des potentialités dans les territoires transfrontaliers.

La crise économique et la dette publique ont créé une disjonction entre le processus politique et les citoyens. Dans les territoires transfrontaliers, les politiques nationales et européennes convergent ; ils constituent les espaces les plus appropriés pour expérimenter des services transfrontaliers à la population et aux entreprises, et pour faire émerger une citoyenneté européenne, nourrie par la diversité des cultures nationales et régionales.

Aussi, à l'heure où de nombreux citoyens manifestent une désaffection à l'égard de l'Europe, il est urgent, à l'approche des élections européennes, de réaffirmer notre engagement pour les territoires transfrontaliers ! »

« Le groupement européen, outil de la coopération transfrontalière »



Alain Lamassoure, vice-président de la MOT, député européen

« Depuis 2006, près de cinquante groupements européens de coopération territoriale (GECT) ont vu le jour dans l'Union européenne. Un tiers ont un ancrage sur le territoire français, comme le GECT Aquitaine Euskadi, créé en 2011.

Le GECT est aux collectivités locales ce qu'est le statut de société européenne aux sociétés commerciales. Il permet aux autorités territoriales de différents États membres de l'UE de se regrouper de façon pérenne afin de mener à bien des projets transfrontaliers, grâce à une personnalité juridique propre et à une autonomie financière. Cette structure s'est révélée particulièrement adaptée aux attentes des différents acteurs transfrontaliers : elle concerne désormais plus de 10 millions de nos concitoyens sur 20% du territoire.

Les projets mis en œuvre sont très divers et ont permis par exemple la réhabilitation d'un ancien bâtiment en centre de déneigement transfrontalier du col du Portalet ou encore la réalisation d'études sur le potentiel de développement du transport collectif dans l'Eurométropole de Lille-Kortrijk-Tournai. Ce statut a permis la mise en place de politiques communes sans précédent comme l'hôpital binational de Cerdagne, qui offre des services hospitaliers communs dans un bassin franco-espagnol de 30 000 habitants.

La possibilité d'avoir des membres variés ne fait que renforcer son assise territoriale. Le GECT West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale est par exemple composé de 13 membres partenaires regroupant plus de 540 communes. Enfin, un GECT peut également assumer le rôle d'autorité de gestion des programmes de coopération territoriale européenne dans le cadre de la politique de cohésion pour la période 2014-2020. [...] ». [La suite en page 2.](#)

ÉVÈNEMENTS

Inscrivez-vous à la conférence européenne sur le "Développement économique intégré des territoires transfrontaliers" organisée par la MOT le 15 avril 2014 à Paris.

Le programme et les modalités d'inscription [en cliquant ici](#).

L'assemblée générale et la conférence-débat annuelle de la MOT se tiendront les 18 et 19 juin 2014 à Paris, sur le thème "Réseaux transfrontaliers : mutualiser les services et expérimenter l'Europe sur chaque frontière".

AUTRES ÉVÈNEMENTS

Conférence sur la coopération transfrontalière et l'intégration régionale en Afrique, le 31 mars à Bruxelles, au Comité des Régions. [Cliquez ici](#) pour le programme et les modalités d'inscription.

Forum Transmanche : "Promouvoir une gouvernance efficace de l'écosystème de la Manche", le 8 avril 2014 à Southampton.

Tous les événements

Trois questions à Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, députée européenne

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid a créé en novembre 2012, avec Gilles Pargneaux, député européen, un groupe de liaison transfrontalier au Parlement européen destiné à sensibiliser les députés européens sur les problématiques transfrontalières.



Quelles ont été les actions menées par le groupe de liaison transfrontalier au Parlement européen ?

Le groupe de liaison transfrontalier est un groupe de travail inédit au Parlement européen, un groupe transpartisan qui s'intéresse spécifiquement à la question des frontières et de la coopération transfrontalière. Nous avons remarqué, avec Gilles Pargneaux, que même si la frontière est au cœur du projet européen, personne ne l'envisageait comme un angle de réflexion à part entière. L'objectif de ce groupe est de réunir et de sensibiliser nos collègues sur les problématiques qui se posent concrètement sur chaque frontière européenne, afin de partager les succès, trouver des solutions aux difficultés et faire avancer l'Europe pour ceux qui la vivent au quotidien. Nous avons tenu plusieurs réunions depuis 2013, afin d'évoquer

l'approfondissement du marché intérieur, la stimulation de l'emploi transfrontalier, l'augmentation des crédits Interreg, la réconciliation transfrontalière en Irlande.

Quelles sont vos préoccupations transfrontalières actuelles ?

La votation suisse et la révision de la directive sur les travailleurs détachés a mis en lumière la problématique de l'emploi transfrontalier. La crise économique, la hausse du chômage et l'inadaptation des règles européennes ont fait ressurgir la peur du plombier polonais. Celui-ci prend plusieurs visages : le camionneur roumain ou, chez moi à Perpignan, le maçon espagnol. Avec la votation suisse, le choc est d'autant plus grand que pour la première fois nous prenons conscience qu'il existe des travailleurs détachés français dans l'UE. L'emploi transfrontalier est donc aujourd'hui le sujet majeur que nous devons

traiter.

Comment valorisez-vous le transfrontalier dans le cadre de la campagne pour les élections européennes ?

La coopération transfrontalière est difficile à promouvoir, surtout en temps de crise, car elle est complexe et émotive. La culture administrative nationale n'accepte que difficilement le changement, l'ouverture et les solutions "ad hoc", ce qui rend ardue toute tentative de simplifier les règles. **Surtout, la frontière est fantasmée comme le dernier rempart face à la crise, l'ultralibéralisme, la mondialisation et ses "concurrences déloyales". La coopération transfrontalière n'est plus vue comme un atout mais comme une menace. Nous devons repenser la notion de frontière dans la campagne européenne pour en faire un potentiel de croissance et de coopération.**

Suite de la page I.

« [...] Dans la période 2014-2020, les GECT vont donc jouer un rôle clef dans l'utilisation du budget de 11,7 milliards alloué à la coopération transfrontalière. La procédure de création initiale s'étant révélée trop lourde, le règlement a été révisé l'année dernière. Le nouveau statut, qui entre en vigueur à partir de juin 2014, permet d'élargir l'objet du GECT tout en assouplissant ses conditions de fonctionnement. Ainsi, avec le GECT se construit l'Europe du concret, à partir de la base. Les frontières, qui étaient autant de champs de bataille, deviennent aujourd'hui les premiers foyers de travail en commun de nos peuples réconciliés. »

Une carte des transports entre le Nord de la France et la Flandre occidentale

Le GECT West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale vient d'éditer une carte transfrontalière des transports publics. Destinée aux habitants, aux touristes mais également aux élus comme outil d'aide à la décision en matière de mobilité, elle présente les réseaux de train, bus et tramway du Sud du Pas-de-Calais aux limites des Pays-Bas, incluant la métropole lilloise et la Belgique jusqu'à Tournai. Elle est accompagnée d'un livret d'informations pratiques en quatre langues.

[Plus d'infos](#)



Ateliers transfrontaliers en Alsace

La Région Alsace a lancé un débat prospectif intitulé "Alsace 2030" pour définir les grands enjeux de développement de son territoire. Ce processus, qui réunit l'Etat, les collectivités, le monde associatif, la société civile et les acteurs économiques, permettra d'aboutir, d'ici l'été 2014, à un document d'orientations stratégiques. L'aspect transfrontalier est débattu à la fois dans le cycle d'ateliers de travail "Coopération territoriale et européenne", mais aussi dans les ateliers sectoriels.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS EUROPE

Consultation sur le programme ESPON 2020

Le programme ESPON 2020 est en cours d'élaboration. Les 32 pays participants, en collaboration avec l'Autorité de Gestion et la "Coordination Unit" du programme, ont élaboré un projet de programme de coopération. Une consultation sur ce document est en cours, du 4 mars au 2 avril 2014, afin de recueillir les commentaires et avis sur ce projet de programme. La MOT y participera.

[Consultez le questionnaire en ligne en cliquant ici.](#)



Inforegio Panorama

Une nouvelle édition du magazine Panorama de la DG REGIO, consacrée à la politique de cohésion réformée pour la période 2014-2020, a été publiée. Elle analyse en détail les implications de cette politique pour toutes les parties prenantes.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS DE LA MOT

Nouvelle édition des Cahiers de la MOT sur l'observation transfrontalière

La MOT publie la 9^{ème} édition de ses cahiers thématiques sur "l'observation des territoires transfrontaliers".

Comme le souligne André Rossinot* dans son éditorial : "Les politiques européennes restent souvent inadaptées au vécu transfrontalier et contribuent à nourrir un sentiment de distanciation voire d'incompréhension entre l'Union européenne et ses citoyens. Il est urgent de changer d'approche en encourageant le développement d'une observation transfrontalière partagée afin de mieux connaître et de comprendre les réalités territoriales d'aujourd'hui."

En effet, "l'Europe est une réalité quotidienne pour de nombreux citoyens qui pratiquent, avec une grande liberté d'usage, les territoires transfrontaliers. Aussi, à l'heure de la montée des populismes et de la tentation du rejet de l'Europe, il nous appartient collectivement de nous mobiliser, de défendre notre idéal tout en le réinventant."

La brochure d'une vingtaine de page, qui vient d'être publiée par la MOT, révèle les enjeux et les attentes des partenaires sur cette thématique essentielle de l'observation des territoires transfrontaliers. Trois niveaux d'enjeux sont mis en avant :

- Tout d'abord, au niveau local, si la raison d'être de la coopération est de développer des services au profit des populations frontalières,

l'observation est comme pour tout type de territoire une condition préalable à l'action politique, permettant de disposer d'une compréhension commune des enjeux.

- Cette observation des espaces transfrontaliers constitue un enjeu majeur d'aménagement du territoire au niveau national et son développement implique un travail coordonné à ce niveau, associant les partenaires et les Etats des pays frontaliers.

- Enfin, les territoires transfrontaliers, laboratoires de l'intégration européenne, sont au cœur des politiques communautaires : stratégie UE 2020, marché unique, cohésion territoriale. L'Union européenne doit en conséquence renforcer son attention à leur égard !



La brochure met en avant ces enjeux ; elle aborde également les questions suivantes :

- Qu'est-ce que l'observation statistique transfrontalière ?
- La genèse des démarches d'observation sur les frontières françaises
- Une démarche expérimentale portée en France par la DATAR
- Les enjeux politiques de l'observation, avec les points de vue de la DATAR et du Luxembourg.
- Quatre expériences de terrain concernant l'aire métropolitaine de Lille, l'espace franco-valdo-genevois, le Rhin supérieur et la région de l'Öresund.

[Télécharger la brochure : en français – en anglais.](#)

* Maire de Nancy, président de la Communauté urbaine du Grand Nancy et vice-président de la MOT.

Une nouvelle convention Benelux

Avec le coup d'envoi de la présidence néerlandaise de l'Union Benelux, une nouvelle "Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale" a été signée, le 20 février dernier à La Haye. En 2014, la présidence néerlandaise mettra l'accent sur trois thèmes prioritaires : la mobilité transfrontalière du travail, le transport et la logistique ainsi que la prévention des fraudes. Dans ce cadre, ont été énoncés la volonté de développer un

portail Internet destiné aux travailleurs frontaliers, ainsi que des mesures d'amélioration de la circulation routière et de lutte conjointe contre les fraudes et le dumping social. Parmi les nouveautés de la nouvelle convention, qui "innove et renforce la convention de 1986", figure l'élargissement de la coopération avec l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. [Plus d'infos](#)

La MOT sur France Inter !

Olivier Denert, secrétaire général de la MOT, a participé lundi 3 mars 2014 à l'émission "Service Public" de France Inter, animée par Guillaume Erner, sur le thème "Jeux sans frontières. La situation des frontaliers aujourd'hui".

[Pour écouter l'émission : cliquez ici.](#)

REVUE DE PRESSE

Les fonds européens seront mieux fléchés

Acteurs publics, 18 février

"Les nouvelles exigences de la Commission européenne pour l'allocation des fonds structurels imposent aux régions une gouvernance extrêmement stricte appuyée sur une vision stratégique très fine de leurs atouts. Problème : la complexité du dispositif..."

Alzette-Belval dévoile ses projets pour les vingt prochaines années

Le Moniteur, 7 mars

"Premier président de l'Etablissement public d'aménagement (EPA) d'Alzette-Belval, Michel Dinet achève son mandat en remettant en moins de douze mois un Projet stratégique et opérationnel (PSO). L'Opération d'intérêt national (OIN) lancée en 2010 doit consacrer 300 millions d'euros au réaménagement de huit communes de Moselle et Meurthe-et-Moselle, frontalières du Luxembourg pour les inscrire dans la dynamique du grand projet urbain grand-ducal"...

La Sarre, une région allemande qui mise sur le français

Libération, 14 février

"A Sarrebruck, les panneaux de circulation seront bientôt affichés en français et en allemand. Cette région de l'Ouest de l'Allemagne, frontalière avec la Lorraine, la Moselle et le Luxembourg, vient de décider de devenir bilingue d'ici à 2043."

Vers un campus transfrontalier dans la région de Bâle ?

24 Heures, 28 février

"Alors que la Suisse ne participera plus à Erasmus, après la votation sur l'immigration, les Hautes écoles du Rhin supérieur veulent renforcer leurs échanges académiques et créer un 'European Campus'."

Les frontaliers gagnent une manche face au fisc vaudois

24 Heures, 1^{er} mars

"Après l'intervention de Paris, le Canton renonce à imposer à double une centaine de pendulaires français. Mais, sur le fond, rien n'est réglé. Pour Jean-François Besson, secrétaire général du Groupement transfrontalier européen (GTE), c'est une évidence : 'La lettre que Pierre Moscovici a adressée le 28 novembre à Eveline Widmer-Schlumpf a été déterminante'."

Le frontalier au coeur de la campagne

La Tribune de Genève, 4 mars

"Les frontaliers sont devenus l'enjeu des élections des deux côtés de la frontière", lance Michel Charrat, président du Groupement transfrontalier européen (GTE). 'Rien d'étonnant vu leur nombre et leur poids économique'."

Les corridors biologiques au coeur du développement du Grand Genève

La Voix de l'Ain, 7 mars

"Le 'Non' suisse, lors de la votation du 9 février, est sans doute encore vif dans les esprits. Mais il n'a pas freiné les ardeurs des élus d'un côté comme de l'autre de la frontière dans la construction du Grand Genève. [...] La signature du contrat de corridors biologiques Vesancy-Ver-soix, la semaine dernière à Versoix par les élus frontaliers de haut rang..."

Le projet Eraikinn identifie ses forces

Sud Ouest, 18 février

"La première réunion du projet transfrontalier Eraikinn de 2014, organisée par Indar développement, la CCI de Bayonne, accompagnés par la CCI transfrontalière Bihartean, s'est tenue jeudi 13 février [...]. [Il s'agit d'un] projet phare qui a pour objectif le développement économique de la Basse Navarre, l'identification des complémentarités économiques entre les deux territoires ainsi que l'accompagnement des entreprises"...

L'UPPA : la plus espagnole des facs françaises

L'Etudiant, 25 février

"Grâce au programme de mobilité UPPAss, l'université de Pau et des Pays-de-l'Adour rapproche un peu plus la France de l'Espagne. Les étudiants qui franchissent les Pyrénées ont accès à des doubles diplômes et à des stages boosters de CV."

Actes des conférences métropolitaines du Sillon lorrain

L'Agence de développement et d'urbanisme de l'aire urbaine Nancéenne publie les actes de trois conférences métropolitaines du Sillon lorrain qui se sont tenues en 2013 :

- "Quelle vision partagée des enjeux métropolitains en terme de mobilité ?", Epinal, 4 juil.
- "Comment favoriser les dynamiques économiques du Sillon Lorrain ?", Nancy, 18 sept.
- "Quels enjeux métropolitains à l'échelle de la Grande Région ?", Metz, 15 octobre

La "conférence métropolitaine" est l'instance de réflexion participative du Pôle métropolitain du Sillon lorrain, officialisé en 2011 par les villes et agglomérations de Thionville, Metz, Nancy et Epinal. Elle souhaite débattre, interpellier et formuler de nouvelles idées afin de contribuer à la construction métropolitaine dans une vision partagée.

La troisième conférence, consacrée aux aspects transfrontaliers, visait à décrypter ce qui "se dessine" aux frontières du territoire lorrain.

Plus d'infos sur le Pôle métropolitain du Sillon lorrain.



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Droits Photos : PPE-Parlement européen
Tous droits réservés.

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

